



DECLARATION LIMINAIRE DU SNUipp FSU 65

CAPD DU mardi 16 octobre 2018

Monsieur l'Inspecteur d'Académie, Mesdames et Messieurs les membres de la CAPD

Dans votre lettre de cadrage en date du mercredi 26 septembre, Monsieur l'Inspecteur d'Académie, vous rappelez à juste titre que « la formation des enseignants est un enjeu majeur... non seulement lors de l'entrée dans le métier, mais aussi tout au long de la vie professionnelle. » Nous ne pouvons, au SNUipp-FSU 65, que souscrire à cette ambition.

Vous rappelez que le plan de formation s'articule à la fois sur les formations départementales du PDF mais également sur les animations pédagogiques déclinées à l'échelle des circonscriptions.

Le rapport N°2017-035 de l'Inspection générale de l'EN réalisé en juin 2017 mais publié un an après, en juin 2018, fait un constat très critique de la formation continue proposée aux professeurs des écoles par l'institution. Suivant les recommandations de l'OCDE, le rapport défend l'idée d'une formation continue plus proche des demandes des enseignants. L'IGEN pointe une gouvernance « *plutôt forte et de type "top-down" non seulement dans ses priorités mais également dans ses modalités de mise en œuvre* » et ajoute que « *l'adaptation de la formation aux besoins des bénéficiaires est le parent pauvre du dispositif. Majoritairement utilisée comme outils de pilotage des réformes ou comme réponse à des priorités nationales, la formation n'est pas perçue par le professeur comme construite pour lui* ».

L'institution est clairement pointée du doigt, par elle-même, accusée d'être hors-sol : si les dispositifs ne répondent pas aux attentes des enseignants, « *c'est d'abord la conséquence d'une gouvernance et d'un pilotage qui se sont progressivement éloignés des attentes du terrain* ».

Le rapport note en outre que « l'organisation même de la formation est assurée pour l'essentiel dans le cadre des «dix-huit heures d'animation pédagogique et d'actions de formation» en circonscription. Et conclut que « *le constat est largement partagé (enseignants et responsables de formation) quant aux limites de la formation actuellement dispensée au titre des dix-huit heures : des formations inadaptées aux attentes des professeurs des écoles et peu efficaces au regard des attentes institutionnelles* ».

Alors que les études et les comparaisons internationales sont très claires sur ce sujet de la formation continue des enseignants, le ministre M Blanquer entend résumer la formation continue des professeurs des écoles aux 18 heures et les utiliser exclusivement selon un axe : l'accompagnement des réformes relatives aux enseignements et à leur organisation.

En témoigne la lettre du Ministre datant de mars dernier qui impose aux Inspecteurs d'Académie, pour l'année 2018-2019, que les 18 heures d'animation pédagogique « soient *obligatoirement centrées sur des actions dédiées à l'enseignement de la lecture, de l'écriture et des mathématiques* », 9 heures pour la langue et 9 heures pour les mathématiques. Le contenu des 18 heures est ensuite décrit dans le détail car rien ne doit être laissé au hasard : ces heures sont entièrement dédiées à l'application des mesures ministérielles, leur contenu doit se fonder uniquement sur les circulaires et le fameux guide orange, la feuille de route est très précise.

Certes, il est de bonne guerre et finalement assez logique qu'un ministre cherche à faire appliquer sa politique sur le terrain, et après tout c'est l'une des vocations de la formation continue que de le permettre. Mais ce n'est pas la seule. Et en agissant de manière aussi directive, autoritaire, résolument descendante, le ministre se comporte à contre-courant de ce que préconisent ses propres services de l'Inspection générale. Il met en œuvre une méthode inverse à celle décrite par l'OCDE comme participant activement à un système éducatif efficace et performant. Les besoins du terrain ? Les attentes des enseignants ? La question ne semble même pas effleurer M Blanquer.

De plus, en s'en tenant ainsi aux 18 heures, le Ministère ne dit rien de l'état exsangue dans lequel se trouve la formation continue aujourd'hui, ni de ses intentions pour la relancer. Or, en dix ans, le nombre de journées stagiaires a diminué de 53 %. Rien ne change donc : les enseignants français suivent déjà beaucoup moins de formation continue que leurs homologues européens (3,5 jours/an contre une moyenne de 8 jours/an), et celle-ci continue à être utilisée par le Ministère comme un outil de transmission des réformes engagées.

Pire même. Les recommandations du Ministre notamment sur l'apprentissage de la lecture en CP sont tellement fermées, que la formation donnée va avoir pour objet de former de bons exécutants. De même que les nouveaux CAP Cuisine n'apprennent plus à faire la cuisine mais à mélanger des poudres de perlimpinpin avec de l'eau et à réchauffer des barquettes sous vide achetées chez Métro, on n'attend plus des enseignants qu'ils soient des pédagogues et qu'ils posent une réflexion sur leurs pratiques, mais qu'ils appliquent scrupuleusement les consignes d'Eduscol. C'est la recette proposée par le Ministère pour atteindre les 100% de réussite en CP.

Mais quid des enfants en difficultés d'apprentissage dans ces feuilles de route, des inclusions scolaires qui désintègrent des classes entières et des enseignants par la même occasion ? Dans quelle colonne sont-ils pris en compte dans les tableaux de réussite du Ministère ?

Dans la réalité, on est très loin du compte. Pourtant le besoin en formation est prégnant chez nos collègues, preuve en est l'affluence de participants aux universités d'automne organisées par le SNUipp qui réunissent chaque année plus de 300 professeurs des écoles et une vingtaine de chercheurs pour réfléchir sur le métier. Les enseignants demandent du temps libéré pour travailler et se former, du temps pour confronter les pratiques entre collègues, bref des temps de formation pendant le temps scolaire avec remplacements assurés. Quand on les écoute, ils mettent en avant la gestion des élèves en difficulté, la gestion de l'hétérogénéité des classes. Pas forcément qu'on les initie à la nouvelle lubie de "la méthode de Singapour" en maths ou aux dernières découvertes des neurosciences pour apprendre à lire !